

Les belges ont raison !

Le 15 décembre trois centrales syndicales (CSC, FGTB, CGSLB) appellent à une grève générale nationale contre la politique d'austérité du nouveau gouvernement de droite : gel des salaires, réforme des pensions...

Cet appel fait suite à une manifestation nationale le 6 novembre dernier et à des semaines de mobilisations sous forme de grèves tournantes régionales. Les syndicats veulent peser sur un nouvel accord interprofessionnel avec le patronat belge.

Les syndicats belges sont aujourd'hui en mesure d'organiser une riposte nationale massive et déterminée. La Belgique est, comme l'Italie et la France, sous pression pour réaliser des réformes de structures, en fait pour défaire le droit du travail et la protection sociale. Alors, pourquoi pas nous ?

Hollande, Valls, Macron, une politique de récession

L'imposture du discours économique de ce gouvernement, comme de celui de ses homologues européens, sur le soi disant « coût du travail trop élevé », « les rigidités du marché du travail », et « les dépenses publiques excessives », vise en fait à faire payer à la collectivité les largesses accordées au patronat et ne cachent pas l'absence de volonté de s'attaquer à la fraude et à l'évasion fiscales des riches et des grandes entreprises multinationales.

Des milliards de dividendes versés aux actionnaires, des milliards évaporés dans les paradis fiscaux, et on voudrait nous faire payer la facture des déficits et de la dette *ad vitam aeternam* !!!

Agir ensemble et de façon déterminée en France aussi

Des mobilisations dans la Santé, le commerce, dans l'industrie, dans la fonction publique existent. Des mouvements sociaux sur le logement, le chômage et la précarité, les enjeux écologiques, s'organisent aussi. Toute lutte est un acte de résistance utile contre les attaques gouvernementales et patronales.

Dans plusieurs régions des intersyndicales affirment leur détermination à défendre pied à pied les droits sociaux et l'emploi.

Les centrales syndicales doivent mettre toute leur énergie à répondre aux attentes des salarié-es, relayées par les militants et militantes de terrain.

Il est temps de construire une offensive nationale pour donner un coup d'arrêt à une politique favorable au patronat et destructrice d'emplois.

Il est temps d'imposer d'autres choix dont les priorités sont la répartition des richesses, la justice fiscale, l'augmentation des salaires, un régime d'indemnisation chômage de haut niveau, la réduction du temps de travail et la défense des services publics.

Il est temps d'exiger une démocratie sociale réelle où chacun et chacune participe aux grands choix sociaux, économiques et écologiques, dans les entreprises, dans les services publics et dans les quartiers, pour en finir avec un capitalisme prédateur qui fait le lit de l'extrême droite et des idées réactionnaires nauséabondes.

**144 Bd de la Villette
75 019 Paris**

**Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**

